

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE CHATENOIS

2 rue sous l'église
88170 CHATENOIS
Tél. 03 29 94 55 61
Fax 03 29 94 56 47

EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Bureau
de la Communauté de Communes
du PAYS DE CHATENOIS

Séance du 20 Janvier 2015

Nombre de membres		
en exercice	présents	votants
41	35	37
pour	contre	abstention
37	0	0

Date de la convocation
14 janvier 2015

Date d'affichage
23 janvier 2015
Objet de la délibération

N°001/2015

Prescription du Plan Local
d'Urbanisme Intercommunal

L'an deux mille quinze
et le vingt Janvier

à 20 heures 30

les membres du Conseil Communautaire de la Communauté de
Communes du Pays de Châtenois, légalement convoqués
se sont réunis au nombre prescrit par la loi,
à la Maison de Pays à Châtenois
sous la présidence de Monsieur le Président,
Guy SAUVAGE.

Présents : Tous les membres sauf M. C. THIERY (procuration de vote à
M. JC. MARMEUSE), Mme N. HENRY (procuration de vote à M. G.
DEFER), Mme H. COLIN et M. JY. VAGNIER, absents excusés, M.
DUVAL et Mme GALACCI absents.

Vu l'arrêté n°2723/94 du 28 décembre 1994, portant création de la Communauté de
Communes du Pays de Châtenois et l'arrêté n°888/2012 du 26 juin 2012 portant
extension du périmètre de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois ;
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.123-1 et suivants, les articles R
123-1 et suivants et l'article L 300.2 du même code relatif aux objectifs suivis et aux
modalités de concertation ;
Vu la délibération du conseil communautaire en date du 23 septembre 2014
proposant l'inscription de la compétence « Elaboration, modification, révision et
toute évolution des documents d'urbanisme » dans les statuts de la Communauté de
Communes du Pays de Châtenois ;
Vu les délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2782/2014 du 30 décembre 2014 portant modification des
statuts de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois ;

Considérant que la situation des documents d'urbanisme sur la Communauté de Communes du Pays de Châtenois est la
suivante : Châtenois dispose d'un PLU approuvé en 2008, Gironcourt sur Vraine a un Plan d'Occupation des Sols dont la
caducité est programmée, 11 communes ont une carte communale (Attignéville, Balléville, Darney-aux-Chênes, Dolaincourt,
Dommartin-sur-Vraine, La Neuveville-sous-Châtenois, Longchamp-sous-Châtenois, Morelmaison, Removille, Viocourt et
Vouxeu) et 13 autres communes n'ont pas de document d'urbanisme et applique le règlement national d'urbanisme ;

Considérant que les conseillers communautaires, par le biais des commissions de travail et des réunions d'informations, se
sont intéressés à la question de la gestion de l'urbanisme au niveau de l'intercommunalité et ont souhaité mettre en place un

Accusé de réception en préfecture
088-248800419-20150120-20012015_001-DE
Reçu le 23/01/2015

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal couvrant l'intégralité du territoire ;

Monsieur Le Président présente les raisons de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et ajoute que le PLUI a pour finalité de cadrer l'aménagement et l'urbanisme à l'échelle d'un territoire. Ce document définit un projet stabilisé qui engage la communauté de communes sur 10 à 15 ans.

Il rappelle que :

- La démarche d'élaboration du PLU intercommunal est un moment fort de la vie communautaire avec la définition d'un projet politique commun et partagé (environnement, réhabilitation, équipements structurants...) ;
- L'élaboration et le contenu d'un PLU intercommunal ne s'imposent pas aux communes membres. Tout au long de la procédure, il y a concertation avec chacune des communes associées à l'élaboration de ce document d'urbanisme intercommunal ;
- Les services de l'état (DDT) sont associés à la procédure ;
- L'élaboration du PLU intercommunal permettra aux communes soumises au règlement national d'urbanisme (au nombre de 13) de disposer d'un document d'urbanisme opposable et évitera aux autres communes dotées d'un document d'urbanisme (POS, PLU, cartes communales) de le mettre en conformité avec les lois « Grenelle » et « ALUR » ;
- Ainsi chaque commune sera dotée d'un outil utile de gestion et de réglementation de l'usage du sol, adapté aux spécificités et besoins de notre territoire rural.

L'élaboration du PLUI permettra d'affirmer l'identité du territoire, de renforcer les moyens d'action de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois et la mise en œuvre du projet de territoire en créant les conditions d'un développement équilibré sur l'ensemble de l'espace communautaire.

APRES AVOIR DEBATTU SUR LA POLITIQUE LOCALE DE L'URBANISME et APRES AVOIR ENTENDU l'exposé de M le Président, qui a précisé, entre autre que le débat sur le PADD (projet d'aménagement et de développement durable), l'arrêt du projet, la consultation des services puis l'enquête publique interviendront, dans cet ordre chronologique, dès que possible, après en avoir délibéré, et dans les conditions prévues par le Code de l'Urbanisme,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, DECIDE :

- DE PRESCRIRE l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal sur l'intégralité de son territoire, en collaboration avec les communes membres ;
- DE PROCEDER à une consultation de bureaux d'études pour mener l'élaboration du PLU intercommunal ;
- QUE suite à la réunion de la CONFERENCE INTERCOMMUNALE DES MAIRES de la communauté de communes, qui a eu lieu le 20 Janvier 2015 à 19h, le Président de la Communauté de communes arrête les modalités de collaboration suivantes :

La gouvernance du PLUI sera assurée par les organismes suivants :

La Conférence Intercommunale des Maires : elle rassemble les maires des communes membres de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois. Le Président la réunit obligatoirement à deux reprises :

- Avant la délibération de prescription du PLUI qui sera prise par le conseil communautaire, pour examiner les modalités de collaboration avec les communes qui feront ensuite l'objet d'une délibération du conseil communautaire ;
- Après l'enquête publique du PLUI, pour une présentation des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête.

La création d'un Comité de Pilotage : Les communes désigneront un représentant (maire ou conseiller) et un suppléant. Par ce comité, elles participeront activement à l'élaboration du PLUI tout au long de la démarche. Le président de la CCPC ou le vice-président en charge de l'urbanisme pourra réunir ce comité de pilotage PLUI. Il sera convoqué par invitation, courrier, télécopie ou courrier électronique. Les personnes publiques associées seront intégrées à ce comité.

Le Groupe de Travail : Ce comité technique se compose d'une dizaine de personnes (5 à 6 élus, 3 à 4 techniciens communaux et intercommunaux). Au moins un représentant communal par type de document d'urbanisme existant fera partie de ce comité (Châtenois pour son PLU, Gironcourt pour son POS, une commune avec une carte communale, une commune qui applique le règlement national d'urbanisme). Il associera en tant que de besoin les représentants de l'Etat et d'autres

partenaires acteurs de l'aménagement du territoire en fonction des thématiques abordées. Il est présidé par le président de la CCPC ou le vice-président en charge de l'urbanisme. Il définit la stratégie et s'assure que les objectifs et orientations fixés sont suivis. Il a en charge le pilotage général de l'élaboration du PLUI en lien avec les bureaux d'étude. Ce groupe de travail prépare les dossiers à soumettre à la conférence intercommunale des maires, au comité de pilotage et au conseil communautaire. Une grande disponibilité est demandée aux membres de ce comité.

Le Conseil Communautaire : le Conseil Communautaire valide les différentes phases du projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal après mise en œuvre des modalités de collaboration avec les communes.

La concertation des communes se fera de la manière suivante :

Un élu référent par commune, membre du comité de pilotage, chargé de transmettre au conseil municipal les informations sur l'état d'avancement de la démarche ;

Des réunions d'information ou ateliers d'échanges thématiques par groupe de communes, auxquels municipalités et agents communaux seront conviés ;

La garantie d'informations régulières entre les deux niveaux ;

La prépondérance du Comité de pilotage et du Groupe de Travail dans la démarche d'élaboration du PLUI.

Il convient de préciser que les modalités de concertation pourront être revues et étoffées avec les prestataires retenus après consultation.

- **QUE les OBJECTIFS poursuivis sont :**

- Maîtrise du développement urbain, gestion économe de l'espace et des ressources naturelles, préservation de la biodiversité, lutte contre la régression d'espaces agricoles et naturels ;
- Mettre en place une véritable politique de l'habitat : favoriser l'attractivité du territoire et la solidarité, proposer une offre de logements diversifiée et équilibrée sur le territoire (répondre aux attentes des jeunes ménages et aux besoins d'une population vieillissante),
- Objectifs de renouvellement urbain et de mixité sociale ;
- Redynamiser le développement du territoire en s'appuyant sur un diagnostic relatif aux logements vacants, aux parcelles non bâties situées à l'intérieur des zones à urbaniser ;
- Répondre au phénomène de desserrement ;
- Stabiliser et renforcer la démographie locale par l'attractivité du territoire et le maintien d'une offre de services de qualité ;
- Offrir les conditions favorables au développement, à la diversification de l'activité économique sur le territoire et au maintien de l'emploi, mise en valeur des atouts du territoire (zone d'activité départementale, proximité de l'autoroute,...), maintien des savoir-faire locaux et des filières existantes (ameublement, agro-alimentaire, logistique) ;
- Mieux répondre aux besoins de mobilité de nos populations, veiller à l'accessibilité du territoire aux technologies de la communication et à la réduction des disparités d'accès à celles-ci ;
- Elaborer un document d'urbanisme dans le respect du développement durable conciliant la protection et la mise en valeur des qualités environnementales et paysagères du territoire (espaces agricoles, cours d'eau, forêts, patrimoine remarquable,...) ;

- **QUE les modalités de CONCERTATION DE LA POPULATION seront les suivantes :**

La concertation a pour vocation d'informer et de recueillir l'avis des habitants ; avis qui doivent s'inscrire dans l'intérêt général. En effet, la concertation se distingue de l'enquête publique qui porte surtout sur la défense des intérêts personnels. Elle doit plutôt apporter une réflexion des habitants sur l'avenir du territoire. Un bilan de la concertation sera réalisé.

- Réunions publiques à chaque phase de l'étude et sur plusieurs sites du territoire pour toucher un maximum d'habitants (présentation du diagnostic, présentation du PADD, présentation du zonage et du règlement) ;
- Des expositions (panneau d'information expliquant ce qu'est un PLU intercommunal dans chaque commune, une exposition présentant l'état d'avancement des études au siège de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois avec un personnel sachant apporter les informations nécessaires à toute compréhension du sujet) ;
- Ouverture d'un registre à la Communauté de Communes du Pays de Châtenois et au siège de chaque mairie ;
- Communication locale sur le site internet et le journal intercommunal.

Il convient de préciser que les modalités de concertation pourront être revues et étoffées avec les prestataires retenus après consultation.

- **DE DEMANDER**, conformément à l'article L121-7 du code de l'urbanisme, que les services de la DDT soient mis à la disposition de la Communauté de communes pour assurer la conduite de la procédure et de solliciter de

l'Etat, une dotation allouée à la Communauté de communes pour couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du PLU intercommunal ;

- DE SOLLICITER une aide financière de l'Etat au titre de l'Appel à Projet 2015 pour l'élaboration de PLUI ;
- DE SOLLICITER l'aide financière du Conseil Régional de Lorraine, du Conseil Général des Vosges, de l'Europe et d'autres partenaires ;
- DE DONNER autorisation au Président de la Communauté de communes pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestations ou de services concernant l'élaboration du P.L.U intercommunal ;
- DIT QUE les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré ;
- CONFORMEMENT à l'article L123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération est notifiée au
 - Préfet,
 - Président du Conseil Régional,
 - Président du Conseil Général
 - Présidents des EPCI limitrophes
 - Maires des communes voisines
 - Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie territoriale, de la Chambre des Métiers, de la Chambre d'Agriculture des Vosges ;
 - Au Président de l'Etablissement Public chargé du SCOT limitrophe ;pour association à l'élaboration du PLU intercommunal ;
- CONFORMEMENT à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de communes et des communes membres durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département ;
- La présente délibération sera exutoire à compter de sa réception en Sous-Préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité définies ci-dessus (la date de prise en considération de l'affichage est celle du premier jour)

Pour extrait certifié conforme,
Le Président,
Guy SAUVAGE

